

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

OBJET DU MARCHÉ :

**MARCHE DE SERVICE POUR LA REALISATION D'ACTES
DE BIOLOGIE MEDICALE A REALISER POUR CERTAINS
ETABLISSEMENTS DE SANTE DE L'UGECAM ALSACE**

APPEL D'OFFRES OUVERT

Marché n° 002/2024

Date limite de réception des offres : 18/03/2024 à 08h00

Mode de passation : Il s'agit d'un marché à procédure adaptée. Il est soumis aux dispositions des articles L2123-1 et R2123 du Code de la commande publique, ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 modifié portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale du régime général (JO du 27 juillet 2018)

Pouvoir adjudicateur :

UGECAM Alsace
10b Avenue Achille Baumann
67400 ILLKIRCH

CHAPITRE I - GENERALITES

Art. 1 - Objet du marché - Dispositions générales

1.1 Objet du marché

MARCHE DE SERVICE POUR LA REALISATION D'ACTES DE BIOLOGIE MEDICALE A REALISER POUR CERTAINS ETABLISSEMENTS DE SANTE DE L'UGECAM ALSACE

1.2 Spécifications du marché

Mode de passation : Il s'agit d'un marché à procédure adaptée. Il est soumis aux dispositions des articles L2123-1 et R2123 du Code de la commande publique, ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 modifié portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale du régime général (JO du 27 juillet 2018)

Type de contrat : accord-cadre sans minimum et avec un maximum de 3 000 000 €.

Le marché est régi par le CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) dans sa version de 2021 (arrêté du 30 mars 2021), et le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Les spécifications techniques sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) joint.

Le marché est décomposé en lots. Le candidat pourra présenter une offre pour un, plusieurs ou tous les lots.

Pôle IURC (lot 1)

IURC STRASBOURG – 45 boulevard Clemenceau 67000 STRASBOURG

IURC ILLKIRCH – 10 avenue Achille Baumann 67400 ILLKIRCH

Centre de Réadaptation Fonctionnelle de SCHIRMECK (lot 2)

Centre de Réadaptation Fonctionnelle – 32 rue de l'ancien sanatorium 67130 SCHIRMECK

Résidence de SAALES (lot 3)

Résidence de Saales – Route du centre médical 67420 SAALES

Les variantes au CCTP ne sont pas admises.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'offre, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'UGECAM Alsace toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue. En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCAP et du CCTP pour justifier une demande de supplément.

Clauses de réexamen :

L'UGECAM Alsace pourra appliquer, durant toute la durée du marché, une clause de réexamen, dans le cas de circonstances imprévisibles, selon les dispositions de l'article 25 du CCAG-FCS.

Cette clause pourra s'appliquer sur l'étendue de la prestation, en diminution ou en augmentation, dans les cas énumérés ci-après.

L'UGECAM Alsace pourra revoir le périmètre de la prestation dans les cas suivants :

- Réorganisation des établissements et services suite à l'évolution de l'activité hospitalière
- Ouverture, fermeture ou transfert d'activité d'un site.
- Non remplacement de personnel en interne suite à départ à la retraite ou rupture de contrat de travail
- Modifications des pratiques
- Possibilités budgétaires
- Travaux

La clause de réexamen pourra être enclenchée à tout moment, avec un délai de mise en application d'un mois suite à la notification au titulaire du marché.

Dans le cas où une telle clause de réexamen serait à activer, l'UGECAM Alsace et le titulaire du marché se rencontreront pour définir les modalités de sa mise en œuvre. L'accord entre les deux parties sera matérialisé par un avenant au contrat initial.

1.3 Les parties contractantes

D'une part :

L'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie d'Alsace, l'UGECAM d'Alsace

Représentée par :

Le Personne Responsable des Marchés :

M. Laurent VIVET, Directeur Général du Groupe UGECAM Alsace

Le Comptable Assignataire

M. Hervé GRAMOND, Agent Comptable de l'UGECAM Alsace.

D'autre part :

Chaque Société titulaire d'un marché séparé, désignée dans le présent CCAP par l'expression « le Titulaire ».

1.4 Sous-traitance

Le Titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'UGECAM Alsace, et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remettra à la personne responsable du marché une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- les conditions de paiement prévu par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée
- lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement de ces sommes.

1.5 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire du marché sont celles prévues dans les textes listés à l'article 6 du CCAG-FCS et dans les conditions définies par ce même article.

1.6 Protection de l'environnement

Le titulaire du marché veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Les modalités d'application sont définies à l'article 7 du CCAG-FCS.

1.7 Assurance

Le titulaire du marché devra contracter les assurances nécessaires à la garantie de sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers. Il devra justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance.

Art. 2 - Pièces contractuelles du marché

Les pièces constitutives du Marché sont les suivantes, par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, et qui prévalent dans l'ordre ci-après :

1. L'Acte d'Engagement
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) (arrêté du 30 mars 2021).
Le CCAG n'est pas joint, mais les parties contractantes déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.
4. Les normes et règlements de sécurité en vigueur à la date du marché.
5. Les bons de commande.
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.
7. L'offre technique et financière du titulaire du marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste ne soit exhaustive : des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures et celles énoncées dans les documents commerciaux.

Dès la consultation du dossier et avant la remise l'offre, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'UGECAM Alsace toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

Par dérogation à l'article 4.2. du CCAG-FCS, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité sera remis au titulaire sur demande écrite. La notification du marché est le seul document transmis au titulaire. La version des autres pièces est celle conservée par l'acheteur.

L'ensemble des documents remis par le soumissionnaire seront rédigés en langue française.

Art. 3 - Durée du marché

Le marché est reconductible tacitement. Il pourra être **reconduit 3 fois pour une période de 12 mois** selon les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit mois.

En cas de reconduction, le titulaire du marché ne peut refuser celle-ci.

Dans le cas d'une non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision par un courrier en recommandé avec accusé de réception au titulaire avant la date de fin de validité du marché avec un préavis de 3 mois. L'absence de reconduction du marché n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

La date prévisionnelle de démarrage de la prestation est prévue le 01 avril 2024.

L'exécution des prestations commencera suite à l'envoi d'une notification de marché.

Les quantités annuelles indiquées dans les tableaux annexes au CCTP sont données à titre purement indicatives sur la base des statistiques 2023. Toute variation en plus ou en moins ne pourra entraîner de modification des conditions de l'appel d'offres.

CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Art. 4 - Modalités d'établissement des prix de règlement

4.1 Conditions générales

Les prix **facturés** comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, y compris les frais de ramassage et de transport.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCAP et du CCTP pour justifier une demande de supplément.

4.2 Régime des prix

Le prix facturé est basé sur le montant de l'acte « B » qui est fixé selon le tarif réglementé des honoraires applicables aux analyses de biologie médicale.

Le prix de l'acte « B » et des autres prélèvements est ajustable en fonction des modifications apportées au tarif réglementé des honoraires applicables aux analyses de biologie médicale.

Art. 5 - Nantissement - Cession de créances

En vue de l'application du régime de nantissement, le comptable auquel le cessionnaire doit signifier les nantissements ou notifier la cession de créances est :

**Monsieur l'Agent Comptable de l'UGECAM d'Alsace
10 B, rue Achille Baumann BP 70104
67403 ILLKIRCH CEDEX**

Art. 6 - Modalités de règlement

Les modalités de règlement sont définies à l'article 11 du CCAG-FCS. Les règlements seront effectués par virement dans un délai de 30 jours.

Après chaque livraison ou prestation, une facture datée est établie et adressée au **Directeur de l'Etablissement** figurant sous objet.

Les deux parties s'engagent à mentionner l'unité fonctionnelle du prélèvement.

La facture datée comportera les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du Titulaire,
- l'identité bancaire ou postale du titulaire,
- le numéro du bon de commande établi par l'UGECAM d'Alsace et le numéro du marché le cas échéant
- la liste détaillée des matériels ou prestations fournis,
- les montants unitaires et totaux HT et TTC ainsi que le taux de TVA.
- le numéro de SIRET du titulaire.

La première facture doit être accompagnée d'un RIB ou d'un RIP.

Art. 7 - Cautionnement

Le Titulaire est dispensé de cautionnement ou de retenue de garantie.

CHAPITRE III - CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES

Art. 8 - Modalités d'exécution - confidentialité

8.1 Modalités

Les modalités d'exécution sont définies au chapitre 3 du CCAG-FCS.

La prestation devra être rigoureusement conforme aux stipulations du marché :

- en termes de spécifications techniques énoncées au CCTP
- en termes de conformité à la réglementation applicable, en vigueur à la date de la prestation.

En cas de grève ou de toute autre indisponibilité, la continuité de la prestation doit être assurée par le titulaire du marché.

Tous changements (dénomination sociale, domicile, compte à créditer...) devront être notifiés à l'UGECAM d'Alsace par écrit accompagné d'un nouveau RIB ou RIP.

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société, le transfert du présent marché est possible aux mêmes conditions d'engagement.

Ce transfert devra être concrétisé par un avenant rédigé par l'UGECAM d'Alsace qui se réserve le droit de refuser ce changement de titulaire.

En cas d'accord, le nouveau titulaire devra fournir les documents administratifs prévus au contrat initial et ne pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues au Code des Marchés Publics.

8.2 Confidentialité

Le titulaire du marché a une obligation de confidentialité dans les conditions décrites à l'article 5 du CCAG-FCS.

Il est précisé tout particulièrement que tous les documents, informations, données de toute nature auxquels le titulaire a eu accès, à quelque titre que ce soit, à l'occasion ou au cours de l'exécution du marché sont considérés comme secret au sens du code pénal.

Le prestataire, ainsi que l'ensemble de son personnel, est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les données, faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance durant l'exécution de son marché.

Art. 9 - Pénalités pour retard - Exécution par défaut - Résiliation

9.1 Pénalités pour retard dans la prestation

Les modalités concernant les pénalités de retard sont définies à l'article 14 du CCAG-FCS, sauf pour la formule de calcul dérogée par le présent CCAP.

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard.

Par dérogation au CCAG-FCS, la pénalité est calculée par application de la formule :

$$P = \frac{V * R}{500}, \text{ dans laquelle :}$$

P représente le montant de la pénalité
V représente la valeur de la prestation
R représente le nombre de jours de retard

Le montant de la pénalité sera déduit, sans autre avis, du montant de la facture. Aucune exonération ne sera consentie au Titulaire.

Au-delà d'un terme fixé par l'UGECAM d'Alsace et notifié au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, le marché est résiliable de plein droit, aux torts du Titulaire et sans autre mise en demeure préalable.

9.2 Pénalité pour retard dans la mise en place de l'informatisation de la transmission des données

L'UGECAM Alsace fournira l'ensemble des informations nécessaires à la mise en place des échanges d'informations informatisées via nos applicatifs métiers. Les préconisations techniques sont prévues au CCTP.

A compter du jour de transmission par l'UGECAM Alsace de l'ensemble de ces informations, le laboratoire bénéficiera d'un délai maximum de **2 semaines** pour la mise en application de cette informatisation.

Passé ce délai, le laboratoire encourra des pénalités de retard calculées forfaitairement sur la base de 100 € TTC par semaine de retard.

9.3 Pénalités relatives au non-respect des obligations du code du travail liées à la déclaration de l'activité et des salariés de l'entreprise

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant égal à 5% du montant hors taxes du marché lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

L'UGECAM Alsace, informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra

apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. L'UGECAM Alsace transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'UGECAM Alsace, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le marché ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

9.4 Exécution par défaut - Résiliation

L'UGECAM d'Alsace peut résilier le marché dans les conditions prévues au chapitre 6 du CCAG-FCS.

En complément, et par dérogation au CCAG-FCS, l'UGECAM d'Alsace pourra résilier le marché, sans préavis ni indemnité et aux torts du titulaire, s'il refuse le paiement des pénalités de retard.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Le Titulaire n'est pas admis à prendre part, directement ou indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

Art. 10 - Sécurité et protection des données

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Cette partie fait l'objet d'une annexe au présent CCAP.

Art. 11 - Différends et litiges

Le règlement des différends et litiges sera conforme aux articles 37 et 38 du CCAG-FCS.

La juridiction compétente est le Tribunal de Grande Instance de Nancy.

Art. 12 – Clauses sociales et environnementales

Le soumissionnaire fournira avec son offre un mémoire récapitulant les différents moyens mis en œuvre dans le cadre du développement durable tant sur le plan des consommables, des moyens de transports, en ressources humaines, élimination des déchets... (conditionnement, économies d'énergie, transport...) et du respect des préoccupations sociales (non-discrimination, insertion...) existant au sein de son entreprise.

Art. 13 – Composition du dossier de présentation

Le dossier de réponse à l'appel d'offres devra comporter des annexes dans lesquelles seront apportées a minima les précisions suivantes :

- **la distance en kilomètre séparant le laboratoire des différents établissements sanitaires**
- **les moyens pour effectuer la collecte des prélèvements**
- **l'organisation du circuit de prélèvement**
- **Les délais de remise des résultats, présentés de manière détaillée**
- **une copie certifiée conforme de l'autorisation administrative de fonctionnement**

- Toutes ces données sont obligatoires, leur absence dans la proposition du soumissionnaire rendra l'offre non conforme.

Hormis les articles 4.2, 11.2, 14 et 32, le Titulaire reste soumis au Cahier de Clauses Administratives Générales de fournitures courantes et de service (CCAG-FCS).

« Lu et approuvé »
(signature et cachet)